

# La microfinance en Europe : rapport sur l'enquête

## 2022

Justyna Pytkowska

## Résumé exécutif

L'édition 2022 de l'Enquête sur la microfinance en Europe offre un aperçu général du secteur de la microfinance en 2020-2021, pendant et après la phase la plus sévère de la pandémie de Covid-19.

Cette 10<sup>e</sup> édition de l'enquête du Réseau Européen de la Microfinance (REM) est pour la quatrième fois issue d'un travail conjoint entre le REM et le Microfinance Centre (MFC). La collaboration entre ces

deux réseaux permet à l'enquête de couvrir la majeure partie du secteur européen de la microfinance, fournissant ainsi les données les plus complètes à ce jour.

L'étude englobe 156 institutions de 30 pays et réunit les données relatives à la période 2020-2021.

### Principaux constats

En termes de **caractéristiques institutionnelles**, la majorité des fournisseurs de microfinance sont des institutions de microfinance (IMF) non bancaires (94 %) actives sur le marché en tant qu'Organisations Non Gouvernementales (ONG), Institutions Financières Non Bancaires (IFNB), organismes gouvernementaux et coopératives. En Europe de l'Est, la microfinance est principalement assurée par des coopératives et des ONG tandis que l'Europe de l'Ouest dispose principalement des banques et des ONG. Les IMF d'Europe de l'Ouest sont généralement plus jeunes, moins nombreuses et emploient moins de personnel, mais font appel à un plus grand nombre de bénévoles qui participent à la prestation de services financiers et non financiers aux groupes vulnérables.

Les femmes représentent 63 % du personnel rémunéré dans les IMF européennes, avec relativement plus de femmes employées en Europe de l'Est (68 %) qu'en Europe de l'Ouest (53 %).

Une majorité (76 %) d'IMF fournissent des **services d'accompagnement ou non financiers**, en particulier en Europe de l'Ouest. En Europe de l'Ouest, les services de développement de la clientèle représentent le service le moins populaire, car la plupart des IMF proposent des services de développement aux entreprises ou de développement de l'entrepreneuriat. En Europe de l'Est, un nombre comparable d'IMF s'engagent dans chaque type de service d'accompagnement et ont tendance à fournir des services de développement de la clientèle plus souvent que les autres types, car elles fournissent plus souvent des prêts personnels et des prêts au logement et soutiennent leurs clients dans la gestion du budget des ménages grâce aux services de développement de la clientèle.

Bien que le soutien individuel fourni de manière physique soit le moyen le plus courant d'offrir des services d'accompagnement, 50 % d'IMF utilisent déjà des canaux numériques pour fournir des

services d'accompagnement.

Après la pandémie de 2020, le secteur de la microfinance a retrouvé sa **tendance** d'avant la pandémie avec un total de 1,4 million d'emprunteurs actifs et un portefeuille de prêts brut de 4,3 milliards d'euros en 2021.

En termes d'**objectifs sociaux**, l'inclusion financière reste la priorité majeure des IMF, ce qui illustre la stabilité des intentions dans le secteur. Les femmes et les populations rurales constituent les deux principaux groupes cibles. Un quart des IMF visent également en priorité les minorités ethniques, les migrants et les réfugiés, plusieurs d'entre elles ayant l'intention de s'engager ou d'accroître leur engagement envers les populations de migrants et de réfugiés au cours des deux prochaines années. Les IMF qui prennent déjà en charge les migrants et les réfugiés sont principalement des ONG situées en Europe de l'Ouest. Les IFNB et les coopératives d'Europe de l'Est et de l'Ouest représentent le principal type d'institution qui envisage d'accroître leur exposition aux migrants et aux réfugiés à l'avenir. Les garanties semblent être la forme de soutien privilégiée des IMF qui souhaitent renforcer l'aide aux migrants, suivie des subventions pour soutenir la prestation de services non financiers. 28 % des IMF n'ont pas besoin de financement supplémentaire pour servir les migrants et les réfugiés.

En moyenne, les IMF interrogées desservent un marché cible relativement large. La profondeur moyenne de la portée, exprimée par le rapport entre le solde moyen des prêts et le RNB par habitant, était de 56 % en 2021.

Alors que de nombreuses IMF évaluent l'impact des microcrédits sur l'amélioration du niveau de vie de leurs clients, un nombre considérable d'IMF (38 %) ne suivent pas les changements au niveau des clients. Le plus souvent, les IMF suivent le nombre

d'emplois créés grâce à l'investissement des entreprises (44 %), le nombre d'entreprises créées (32 %) ou le nombre d'emplois maintenus (30 %).

Selon le type de prêt ou le type de client, les IMF peuvent demander aux clients différents types de garanties pour sécuriser leurs prêts. La plupart des IMF exigent que les prêts soient garantis par une autre personne, qui devient un garant (67 % des IMF) ou un cosignataire (41 % des IMF). Les garanties d'actifs ne sont pas rares non plus et sont demandées à certains clients par 34 % des IMF. Toutefois, un nombre considérable d'IMF (35 %) fournissent des prêts non garantis à certains de leurs clients.

En 2021, la valeur moyenne du PAR30 était de 9,9 %.<sup>1</sup> Selon le type d'institutions, les banques détiennent des portefeuilles les plus sains tandis que les coopératives ont eu ceux de mauvaise qualité. Il existe quelques différences régionales ; plus d'IMF ont déclaré des portefeuilles sains en Europe de l'Est (PAR30 inférieur à 5 %) par rapport à l'Europe de l'Ouest, où un tiers des IMF ont déclaré un PAR30 supérieur à 10 %.

71 % des IMF interrogées étaient **autosuffisantes** : c'est-à-dire qu'elles ont généré suffisamment de revenus pour couvrir leurs dépenses. À l'instar des autres indicateurs de rentabilité, les valeurs d'autosuffisance en termes d'opérations (OSS) varient selon le type d'institution. Le plus souvent, les ONG ne sont pas autonomes sur le plan opérationnel. Un plus grand nombre d'IMF étaient autonomes sur le plan opérationnel en Europe de l'Est qu'en Europe de l'Ouest.

Les emprunts à long terme constituent la principale **source de financement**, atteignant une valeur de 1,1 milliard d'euros en 2021. Le volume d'emprunt le plus important (60 %) est géré par les IFNB. Les dépôts à long terme de la clientèle (0,4 milliard d'euros), reçus par les coopératives, constituent la deuxième source de financement. Au total, les IMF interrogées ont besoin de 1,3 milliard d'euros pour réaliser leurs objectifs au cours des deux prochaines années. La moitié des IMF ont besoin de moins de 4 millions d'euros alors que

les plus grandes IMF cherchent 300 à 400 millions d'euros de fonds.

**La numérisation et la microfinance durable verte** restent deux tendances majeures sur le marché européen de la microfinance.

84 % des IMF disposent de solutions numériques qui aident les clients à demander, gérer ou rembourser un prêt. Actuellement, plus de la moitié des IMF ont reçu une demande de prêt en ligne. La possibilité de télécharger des documents à l'appui de la demande de prêt est la deuxième solution la plus courante, offerte par 51 % des IMF. 16 % des IMF ne proposent actuellement aucune solution numérique à leurs clients. Plus de la moitié (58 %) des institutions aident leurs clients à apprendre à utiliser les solutions numériques pour accéder à leurs produits financiers. Ce soutien est le plus souvent offert dans les succursales, mais un tiers des IMF ont développé des canaux de communication virtuelle afin de fournir une assistance.

De nombreuses IMF en Europe sont déjà investies dans la mutation verte et sont entièrement ou partiellement conformes au financement vert durable et adapté aux changements climatiques. La responsabilité environnementale, les objectifs ou les processus font partie de la stratégie institutionnelle de près de 40 % des IMF. Bien que moins d'IMF (33 %) déclarent leurs indicateurs de performance environnementale, pas moins de 55 % surveillent et gèrent l'impact négatif de leurs propres opérations (empreinte écologique).

La surveillance de l'impact environnemental des clients et l'inclusion de ces données dans l'évaluation des prêts sont moins souvent pratiquées (27 % des IMF) et la surveillance des vulnérabilités environnementales des clients n'est appliquée que par 15 % des établissements. 71 % des IMF financent des solutions vertes de leurs clients : 26 % le font par le biais de produits de prêt dédiés tandis que 45 % des IMF financent des solutions vertes par le biais de prêts réguliers à la micro-entreprise ou au logement. 23 % des IMF prévoient d'introduire un produit vert spécifique dans un avenir proche et 17 % ne prévoient pas de proposer de prêts verts.

## Reprise post-COVID

En 2020, malgré la pandémie et les confinements, le volume total des décaissements annuels a augmenté de 6 % pour atteindre 1,8 milliard d'euros. En 2021, les versements ont encore augmenté de 11 % pour atteindre 2,0 milliards d'euros. La croissance de 2020 peut être principalement attribuée à la plus grande banque interrogée durant l'étude. Les IFNB et les coopératives de crédit ont en effet diminué les décaissements et les ONG ne les ont que légèrement augmentés en 2020. Au total, 62 % des IMF ont diminué le volume des décaissements versements en 2020, année de la pandémie. Les IMF d'Europe de l'Est ont diminué leurs volumes de prêts de 10 % en 2020, tandis que les IMF d'Europe de l'Ouest ont augmenté la

valeur totale des décaissements de 15 %.

Pendant la pandémie, de nombreuses IMF se sont concentrées sur le rééchelonnement des prêts et la communication avec les clients au sujet des nouvelles conditions de remboursement. Les IMF qui sont devenues des partenaires de mise en œuvre des programmes de financement du gouvernement et qui ont décaissé des prêts de trésorerie aux microentreprises sont parvenues à augmenter considérablement leurs volumes de prêts pendant la pandémie. En 2021, année de reprise, 71 % des IMF ont augmenté leur volume de décaissement, principalement en Europe de l'Est et parmi tous les types d'institutions (à l'exception des ONG).

<sup>1</sup> Les valeurs aberrantes, c'est-à-dire celles qui se situent en dehors des limites de la valeur moyenne +/- 3 écarts types, ont été supprimées.

With contribution  
by EIF



EMN receives funding from the European Union within the framework of a partnership agreement to support EU-level networks active in the areas of social enterprise finance and microfinance (2022-2025).



EUROPEAN  
MICROFINANCE  
NETWORK



MICROFINANCE CENTRE